



- Dans l'Est, certains Bakas sont recrutés par les braqueurs pour chasser l'éléphant et... par les écogardes pour pister les braqueurs !
- Sous le feu d'AK-47, les écogardes sont équipés d'une MAS 36, rabibochée avec du ruban adhésif.

Les Bakas, entre deux feux

Le long des pistes forestières, perdus, entre tradition et modernité

Aurélie Moreau
Envoyée spéciale au Cameroun

Ils errent du matin au soir le long des pistes forestières, ivres de whisky frelaté vendu en sachets. Semi-sédentarisés, les Bakas occupent des constructions en dur mais pénètrent en forêt – de mongoulou en mongoulou (gourbis de branches tressées recouverts de feuilles de bananier et de fougères) – quelques semaines par an, au rythme des saisons de chasse, de pêche et de cueillette.

Exploités par les autres communautés – bantous notamment – ainsi que par l'industrie forestière pour cultiver le cacao, couper du bois, laver les tenues des écogardes ou vendre des beignets de haricots, les Bakas étaient autrefois considérés comme les derniers chasseurs-cueilleurs d'Afrique. « Soumis à de nombreux changements sociaux, ces descendants des Pygmées ont été chassés de leurs terres pour soutenir l'industrie du bois », indique Michael Hurran, responsable de campagne chez Survival International (ONG qui milite pour les droits des peuples indigènes). Faute de papiers d'identité, ils n'ont pas accès à l'éducation, la santé, le travail, la justice ».

Citoyens de seconde zone, perdus quelque part entre la tradition et la

modernité, bouleversés par les changements climatiques, privés de terres et de chasse plusieurs mois par an (voire toute l'année pour certaines espèces), les Bakas travaillent à la mission en échange de bistouille, de tabac, de sel.

Des connaissances ancestrales

Dans le village de Mambélé, Blaise et Gabriel ne connaissent pas leur âge ; seulement la forêt. Ils pistent des hocheurs, des gorilles, des chimpanzés et des bongos. Ils conçoivent la forêt comme une réserve médicinale dotée d'un esprit, maîtrisent de nombreuses espèces de plantes : enduisent leur visage de « ligali » ou recouvrent leurs voûtes plantaires de « badegme ». Ils recueillent les écorces : le « moudanga » contre le paludisme, le « mgimba » comme épice.

Ils identifient un animal à la morsure d'un fruit, reproduisent le cri d'animaux en détresse, datent – à l'heure près – un feu d'après sa chaleur et son allure. Ils arpentent des dizaines de kilomètres par jour – parfois à jeun, souvent éméchés – à travers les racines, les branches et les feuilles mortes embusquées sous des patinoires de boue.

« La chasse, pour eux, c'est culturel », explique Herbert Ekodeck, assistant technique à la Conservation au WWF-Cameroun. Ils ont leur propre système de gestion

des forêts. Il est ancestral et a longtemps contribué à l'épanouissement de la faune et de la flore dans la région. Ils ne tuaient jamais de femelles ou de petits par exemple et favorisaient la pérennisation des espèces ».

Une expertise recherchée

Précariés mais dotés de connaissances exceptionnelles, certains Bakas sont recrutés par des intermédiaires chargés d'organiser l'expédition pour un ou plusieurs commanditaire(s) resté(s) en ville. La chasse peut durer deux jours – comme un mois – et implique généralement quatre personnes : un pisteur, un porteur, un tireur et un contrôleur. « Les Bakas ne touchent jamais à l'ivoire ou à la viande », insiste Messe Venant, de l'association de défense des Bakas, Okani. Ils ne tirent pas. C'est le contrôleur qui récolte l'ivoire. Ils n'ont même plus le temps de récolter la viande comme avant ».

Les Bantous, par ailleurs aussi désœuvrés que les Bakas, participent également aux expéditions et agissent parfois comme intermédiaire entre la communauté et les commanditaires.

« Selon la loi, les Bakas sont considérés comme des braqueurs dès qu'ils posent un pied dans les parcs nationaux. »

MICHAEL HURRAN
Survival International

« Même s'ils ont leur part de responsabilité, les Bakas demeurent les principales victimes de ces réseaux, poursuit Gaëlle, l'ancienne mécano devenue écogarde à Boumba Bek. C'est pourquoi on les arrête de moins en moins. On ne les amène plus au parquet car ils n'ont pas de carte d'identité. Ils ne parlent même pas le français ! Ils ne savent ni lire ni écrire. C'est comme s'ils avaient peur du papier et du Bic. Comment ils vont signer ? Il existe une convention signée avec le ministère des Affaires sociales pour protéger les Bakas mais les criminels en col blanc en profitent pour braconner. C'est pourquoi on préfère arrêter les commanditaires. »

D'après des bases de données confi-

dentielles que « La Libre » a pu consulter, la majorité des baillers sont des « hommes en tenue », des chefs traditionnels, ainsi que des préfets et des sous-préfets. En août de cette année, lors d'une saisie réalisée par les agents du Minfor à Moloundou, 49 pointes d'ivoire ont été détournees par le sous-préfet de l'arrondissement. Au mépris des procédures, l'homme aurait conservé les 53 pointes d'ivoire dans sa résidence privée. Il n'a rendu que quatre défenses au Minfor.

Un responsable de la gendarmerie et un membre du Bataillon d'infanterie mobile (Bim) impliqués ont été arrêtés mais « le sous-préfet ne peut pas être démis de ses fonctions comme les autres », indique Herbert Ekodeck. « Il ne peut être révoqué que par le Président ». En 2009, un réseau de braqueurs a également été démantelé à Meyemessala. L'un des membres de la filière était un écogarde de la réserve du Dja. Il avait fourni l'arme ainsi que les munitions.

« Il y a aussi des patrouilleurs corrompus. Il ne faut pas se voiler la face, reconnaît Herbert Ekodeck. Ils gagnent, au mieux, 100 dollars (90 euros) par mois. Ils vivent en brousse, loin de leur famille, pour des missions de plusieurs mois et des patrouilles de plusieurs jours en forêt. Il faut avoir un mental d'acier pour vivre ici. Ils risquent leur vie tous les jours ».

Défier la mort

Les équipes du WWF et du Minfor saisissent de plus en plus d'AK-47. Or, au Cameroun, les armes de guerre sont interdites. « Auparavant, les braqueurs utilisaient des MAS 36, du calibre 12 ou du 458. Toutefois, une seule balle coûtait 10 000 FCFA (15 euros), indique Gilles Etoga, du WWF-Cameroun. Avec une AK-47, très utilisée dans la région depuis les troubles survenus au Congo et en République centrafricaine, ils paient 10 000 FCFA pour un chargeur et tirent en rafale ».

Contrairement à la version officielle,

pour 90 euros par mois

les écogardes ne bénéficient pas toujours de la protection du Bataillon d'infanterie motorisé (le Bim). Or – à Boumba Bek et Lobéké – ils effectuent plus de 30 patrouilles d'une dizaine de jours par an, équipés d'une paire de bottes en caoutchouc, d'une MAS 36 raccordée avec du ruban adhésif et d'un calibre 12 sans cartouches.

Embourés jusqu'aux genoux, ils vivent sous tentes. Pour être consommée, l'eau de la rivière est mélangée à l'eau de Javel ; les porteurs se contentent les rations de riz, de spaghetti, de pain, de sardines, de plantain. « Quand on ar-

rete un braqueur, il faut voir la logistique », explique l'écogarde, Gaëlle. On doit se le trimballer pendant toute l'opération, le nourrir, le faire sortir du parc, ce qui prend deux jours et le transporter jusqu'à Ngato où nous avons une cellule de mise en garde à vue pour lancer la procédure ».

Une justice en panne

En théorie, toute personne impliquée dans le trafic d'ivoire au Cameroun risque 3 à 10 ans d'emprisonnement et 300 000 à 3 millions de FCFA d'amende (450 à 4 500 euros). Les arrestations sont de plus en plus fréquentes mais elles mènent rarement à une condamnation. De janvier à décembre 2014, sur les quatorze braqueurs arrêtés dans le parc national de Nki, six cas seulement ont été portés en justice.

L'année précédente, sur les 18 cas nationaux portés en justice, 17 ont été libérés sous caution et neuf décisions seulement ont été rendues. Les condamnations sont souvent incohérentes : 12 mois de prison pour deux pointes d'ivoire contre quatre mois pour 39 pointes.

Enfin, les peines sont rarement exécutées. Le WWF a en effet répertorié de

nombreux cas « d'évasion ». « Nous avons eu des problèmes avec l'ancien procureur de Yokadouma, reconnaît Herbert Ekodeck. Mais on s'est finalement rendu compte que le problème venait du régisseur qui a été muté. De nombreux représentants de la justice reçoivent toutefois des pots-de-vin pour faire libérer les braqueurs condamnés. D'autres reçoivent de nombreuses menaces du réseau. Ils reçoivent aussi des coups de fil de Yaoundé. On a arrêté deux greffiers récemment. Ils étaient en possession d'ivoire marqué comme "saisi" qui provenait des greffes de Bertoua. Ils se rendaient dans la capitale ».

Prolifération des armes et esca lade de la violence



Traditionnellement, les Bakas chassaient l'éléphant à l'arbalète. L'animal, lié à l'esprit de la forêt, reste par ailleurs tabou.

>>
A suivre sur
<http://dossiers.lalibre.be/livoireddebokoharam>

Fonds pour
le journalisme

A Mambélé, dans l'Est du Cameroun,
la communauté vit en vase clos.
Pour le meilleur et pour le pire.

La base de vie des équipes de lutte anti-brac-
onnage – composée d'éco-gardes (fonctionnaires du MinFof) et de représentants du WWF – sont particulièrement reculées. Leurs villages sont des carrefours rarement alimentés en électricité ou approvisionnés en pain, en essence et en eau courante – ou potable. Bakas, bantous (et toutes les autres ethnies) ainsi que les trafiquants d'armes, les braconniers, les éco-gardes et les agents du WWF y vivent en vase clos. « Nous sommes devenus un membre à part entière de la communauté », soutient Herbert Ekodeck du WWF Cameroun. Quand une personne est malade, on la conduit à l'hôpital. Nous sommes en effet les seuls à avoir un véhicule adapté pour les pistes ici. »

Reçus à l'orée des forêts, les Bakas participent également aux patrouilles organisées par les équipes de lutte anti-brac-
onnage. « Ce sont des pisteurs hors pair, explique Herbert Ekodeck. Personne d'autre ne connaît mieux la forêt qu'eux. Je suis éco-garde depuis plus de 12 ans et je ne connais même pas la moitié des clairières. Eux, si. Ils savent tout de la forêt. On ne peut tout simplement pas se passer d'eux et en même temps, on sait que certains d'entre eux sont aussi recrutés par des trafiquants et qu'ils surveillent nos mouvements. »

La plupart des informateurs du WWF sont par ailleurs des braconniers, trompés par les commanditaires. « Nous avons une base de données retenant tous les présumés braconniers ainsi que les commanditaires. On y retrouve leur nom, leur village. Cette liste est basée sur des informateurs que nous rémunérons. Nous recoupions systématiquement ces informations en suivant notamment la personne ou en menant une enquête de voisinage, etc. C'est sur cette base que nous apprenons le plus souvent quand une nouvelle expédition sera organisée. »

néralement réservée aux entreprises multinationales. « L'implication des Bakas dans le 'grand braconnage' est très peu documentée, soutient Michael Hurran. Je ne prétends pas que ça n'existe pas mais il n'y a aucune étude fiable à ce sujet. »

Plusieurs anti-brac-
onniers belges travaillant au Cameroun confirment par ailleurs les rapports de l'ONG. « Moi, j'ai vu le Bir abattre des Bakas sans défense en forêt. On devait les payer pour qu'il leur laisse la vie sauve. »

La conservation et les droits de l'homme

« Ces cas de torture nous ont été rapportés et je pense qu'il faut dire que c'est vrai, reconnaît Rolf Dieter Sprung, directeur du WWF Cameroun. Nous avons des enquêtes en cours. Mais ce n'est pas parce que c'est arrivé qu'il faut remettre en question le bien-fondé de la lutte anti-brac-
onnage. Si le WWF n'était pas présent, l'éléphant aurait déjà disparu depuis longtemps. Il est clair qu'il y a un travail à faire et on va le faire. Tout n'est pas noir ou blanc. Nous avons menacé le ministère des Forêts et de la Faune de suspendre notre soutien si ces pratiques ne cessaient pas. Nous avons également organisé des formations aux droits de l'homme. C'est une question de réputation internationale. »

Depuis plusieurs mois, le Bim (Bataillon d'infanterie motorisé) remplace le Bir auprès des éco-gardes. Mobilisées à l'Extrême-Nord Cameroun pour lutter contre Boko Haram, les forces spéciales ne disposent plus que d'un département administratif à Yokadouma. « Depuis que le Bir est parti, ça s'est calmé », insiste Tutu Samson. Soupçonné dans une affaire de braconnage d'éléphants à Mambélé, Tutu et son frère cadet, Adrien (décédé d'un accident de tir à la calibre 12 en forêt), ont également été victimes d'une mise à tabac.

Néanmoins, en 2015, Survival International a enregistré de nouveaux cas de torture à Assouminde (dont le chef traditionnel est soupçonné d'être un im-



Saisies d'armes réalisées à Lobéké. Les AK47 ne sont pas conservées par le MinFof mais par le ministère de la Défense.

Le doigt sur la gâchette

Stigmatisés, des Bakas ont été torturés. Selon des témoignages, certains d'entre eux auraient été abattus en forêt par le Bir.

Dans un tel huis clos, les dysfonctionnements judiciaires et la prolifération des armes ont provoqué une escalade de la violence. « Les évasions fragilisent la lutte anti-brac-
onnage », indique Gaëlle, l'éco-garde. Quand les braconniers reviennent, ils nous menacent et la gâchette est facile à cause de la rancune. C'est au prix du sacrifice que nous attrapons ces braconniers au vu des AK47 qu'ils utilisent. Et ils sont libérés ou jugés avec complaisance. Même les amendes, ce n'est rien comparé aux bénéfices qu'ils se font. »

Capturé par les braconniers lors d'une mission de terrain, un fonctionnaire du ministère a été émasculé avant d'être pendu. Dès lors, les patrouilles ont été renforcées par les forces spéciales (le Bir). Escortés, les éco-gardes ont ensuite effectué plusieurs opérations coup-de-poing. L'une d'entre elles a permis de saisir 700 armes (dont une dizaine d'AK47). « Ce sont les forces spéciales et leurs méthodes sont militaires, reconnaît Herbert Ekodeck. Ils ont bouclé tous les accès et fouillé les habitations, une par une. »

Des cas de disparitions et de tortures, pratiquées par le Bir et les éco-gardes à l'encontre des Bakas, ont ensuite été répertoriés par l'Association Survival International. Le mouvement mondial pour les droits des peuples indigènes a par ailleurs déposé une plainte devant l'OCDE au sujet des activités soutenues par le WWF au Cameroun. C'est la première fois qu'une requête est présentée devant l'Organisation de coopération et de développement économiques à l'encontre d'une organisation de protection de la nature. La procédure est gé-

portant commanditaire). « Il y a des gens, comme le chef d'Assouminde, qui instrumentalisent les droits de l'homme pour mettre un terme à la lutte anti-brac-
onnage, insiste Herbert Ekodeck. Mais ce n'est pas une solution pour les Bakas. La pression exercée par l'exploitation forestière est tellement forte qu'ils se feraient écraser. La solution, c'est de travailler ensemble et de casser ce lien entre la communauté et les commanditaires. On a souvent pensé que ça passait par l'amélioration de leurs conditions de vie mais là aussi, rien n'est simple. »

Peu adaptés, les projets mis en place par les différen-

Santé
« La malvoyance, il faut la vivre pour la comprendre »

La Ligue Braille a lancé lundi sa nouvelle campagne sur le thème « La malvoyance, il faut la vivre pour la comprendre ». La campagne veut offrir à un large public la possibilité de voir avec les yeux d'un malvoyant. Spots télévisés, affiches dans les transports en commun et vidéos en ligne simulant diverses pathologies visuelles seront diffusés jusqu'au 22 mars. Mardi de 13h à 14h, des abribus situés place Stéphanie à Bruxelles seront équipés de « filtres » qui affectent la vision de la même manière qu'une pathologie existante. Infos : www.semaineliguebraille.be

Santé
Un site web sur la santé féminine

Gyn&co est le nom du nouveau site web (www.gynandco.be) consacré à la santé féminine, qui a été lancé lundi par la société pharmaceutique liégeoise Mithra. A travers des articles, vidéos, illustrations ou glossaires, la plateforme, alimentée par des médecins spécialistes, entend répondre à toutes les questions que se posent les femmes, à chaque étape de leur vie (adolescence, menstruations, contraception, grossesse, ménopause...). « Son seul objectif est de se positionner comme un partenaire en santé féminine, tant auprès des patientes que des professionnels », note Julie Dessart, l'initiatrice du projet. (Belga)

Environnement
Contre le glyphosate, une pétition de 180 000 signatures

Plusieurs organisations de défense de l'environnement ont remis lundi à Bruxelles une pétition à la Commission européenne, contre le renouvellement de l'approbation du glyphosate. Le Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale se penche sur la législation en matière de produits phytopharmaceutiques lundi et mardi. La pétition, forte de plus de 180 000 signatures de citoyens, appelle les autorités européennes à bannir le glyphosate, principal composant du Roundup.

11^{ème} édition du Prix belge de l'Energie et de l'Environnement



Depuis 2006, ce concours national a mis en lumière plus de 2.000 Belges qui, à titre individuel ou via leur organisme, contribuent à la construction d'un avenir durable.

En tant que citoyen, jeune de moins de 30 ans, entreprise, association, ville/commune, école/université, vous avez développé un projet innovant dans le domaine de l'environnement, de l'économie d'énergie, de la construction durable, de la mobilité ou du changement climatique ?

Participez gratuitement et remportez un des Awards 2016

Des entreprises et institutions leaders dans les domaines de l'environnement et de l'énergie remettront les 8 trophées le 2 juin 2016, dans le cadre d'un prestigieux événement sur le site de Tour & Taxis.

Clôture d'envoi des dossiers : le 24 mars 2016



Infos et inscriptions : www.eeward.be

Chacun peut agir !

